

kat.komo



390564

390576

Mag. St. Dy.

I



1093 N. S. J.

32885

I. W.

Gen. 269.

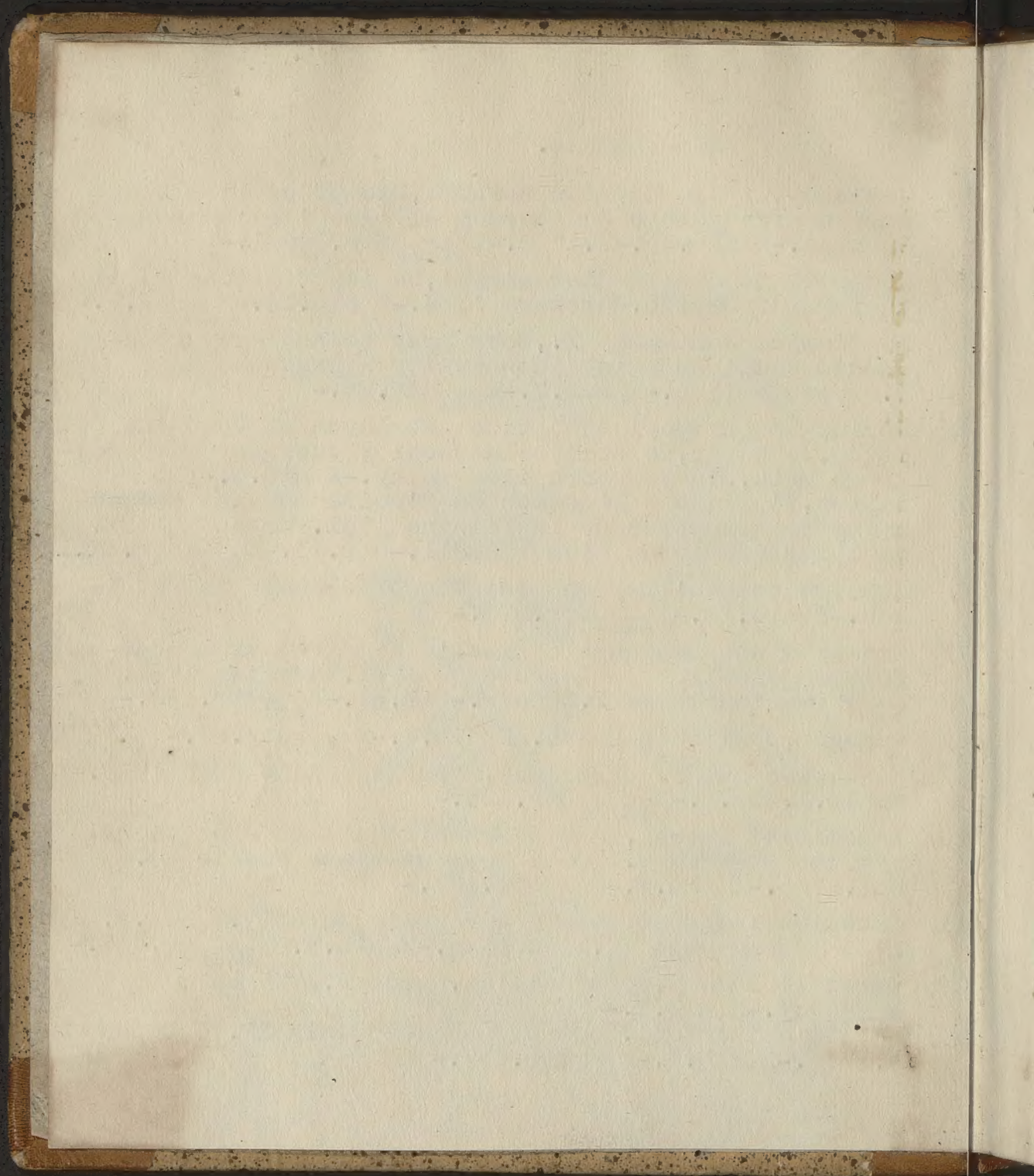


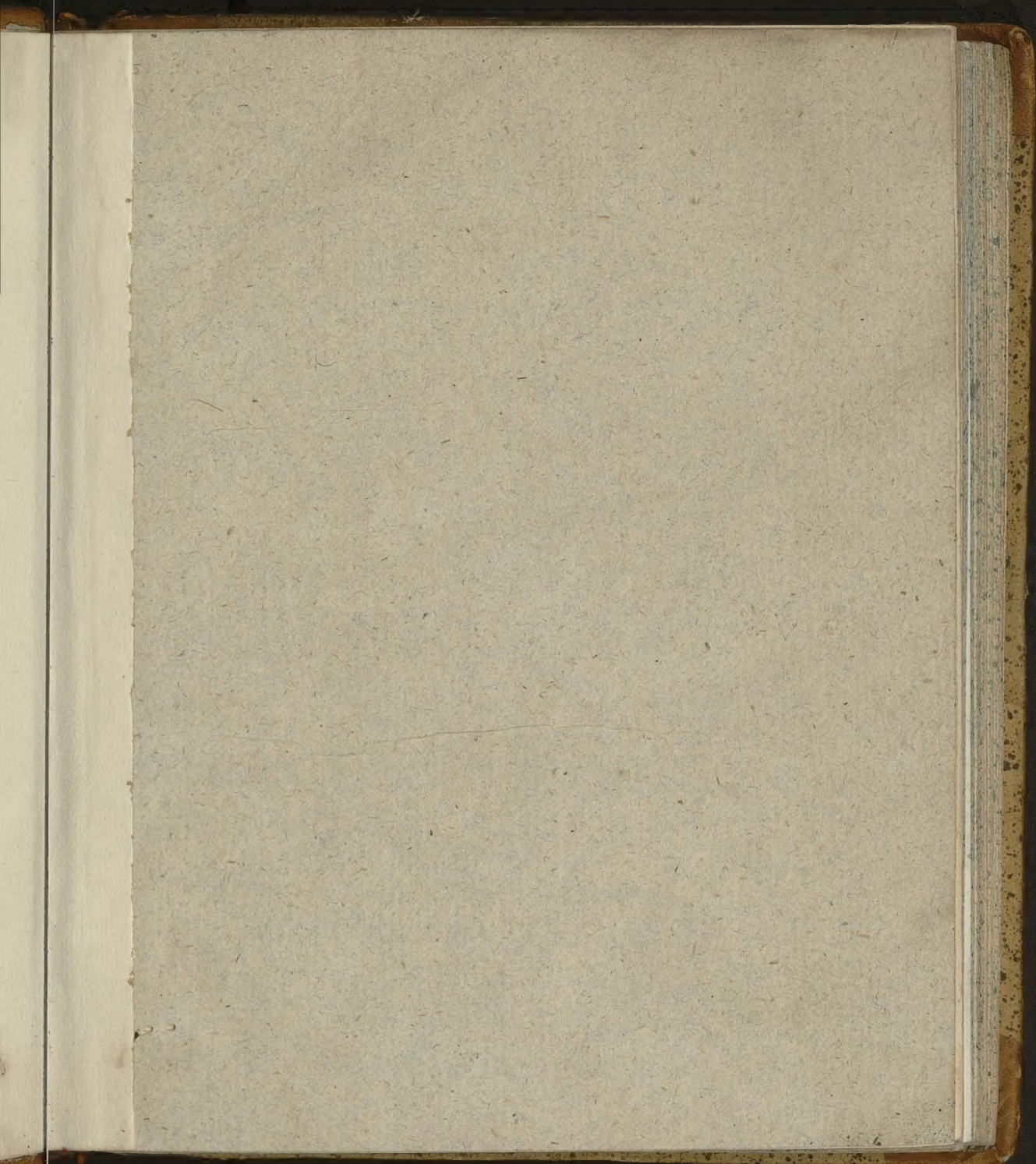
1327

1/
2/
3/
4/
5/
6/
7/
8/
9/
10/
11/
12/
13/

MISCELLANEA.

- 1/ Jabłonowski Jan Kajetan Bernard, Exempt czyli akt zapisu wieczystego wdzięczney obligacyi od uchrony Lublina.-K nlb.43.-R.1760.-E^{XVIII} Str.340/1.-
- 2/ Konarski Stanisław Hieronim II, De inscriptione regii numismatis Oratio. Warszawa 1764.-K nlb.14.-E^{XX} Str.7.-
- 3/ Laskiewicz Jan Kanty X., Mowa przy solennym wyprowadzeniu ciała Antoniny Massalskiej w Krakowie dnia 8.stycznia 1765.-K nlb.7.-E^{XXI} Str.96.-
- 4/ Series konstytucyi synoptice zebranych ex Volumine legum, dowodząc, że stan szlachecki y duchowny od wszelkiego myta, cła y poboru iest wolny.-K nlb.8.-E^{XXVII} Str.390
- 5/ Hailes, Réplique a l'examen du Memoire sur les ~~affair~~ affaires actuelles de la Pologne 1791. Warszawa 1791. de l'imprimerie de Michel Gröll.-Str.43.-E^{XXIV} Str.^{XXVI}_(II)
- 6/ Memoire composé par un gentilhomme Polonois de Petrikau.-K nlb.18.-E^{XXII} Str.279.-
- 7/ Examen d'une brochure intitulée Memoire sur les affaires actuelles de la Pologne 1791. Warszawa 1791. de l'imprimerie de P.Dufour.-Str.31.-E^{XVI} Str.122.-
- 8/ Papuga ,powieść z franc.-K nlb.4.-E^{XXIV} Str.85.-
- 9/ Nienawisć cnocie przeciwna, Wiersze wydane roku 1789.-K nlb.1.Str.6.-E^{XXIII} Str.125.-
- 10/ Lubomirski Antoni, Mowa w Senacie na seymie ordynaryjnym Warszawskim r.1766 i Mowa na tymże seymie 20. Oct.1766.-K nlb.4.-E^{XXI} Str.457.-
- 11/ Lubomirski Antoni, Mowa w Warszawie dnia 29.paźdz.r. 1766 i Mowa dnia 14.listopada.-K nlb.3.-E^{XXI} Str.457.-
- 12/ Walewski Xawery, Mowa dnia 28.marca r.1775 na sessyi seymowej.-K nlb.2.-
- 13/ Lubomirski Antoni. Mowa w Warszawie dnia 22.listopada r.1766.-K nlb.3.-E^{XXI} Str.457.-





E

Jaś

2
J
W
w

P
P

7

EXAMEN

D'UNE BROCHURE

INTITULÉE

MÉMOIRE SUR LES AFFAIRES ACTUELLES

DE LA POLOGNE. 1791.

Quorum causæ acrioris quia iniquæ.

Tac. An. Lib. I.

PAR UN CITOYEN.



VARSOVIE

*De l'Imprimerie de P. DUFOUR Conseiller Aulique
de Sa Majesté.*

M. DCC. XCI.

Depicimur specie recti

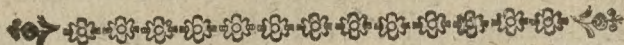
Hor. Ar. Po.

390570

I



EXAMEN
D'UNE BROCHURE
INTITULÉE
MÉMOIRE SUR LES AFFAIRES ACTUELLES
DE LA POLOGNE. 1791.



L'Auteur anonyme d'une petite brochure, qui commence par demander à ses lecteurs une *attention* suivie, qui préconise son ouvrage comme le fruit important d'une longue *méditation*, fait naître dans l'esprit de tout homme sensé l'heureuse idée du poète philosophe.

Quid dignum tanto feret hic promissor hiatu, il renonce lui-même à tout droit à l'indulgence : & si après avoir lu son écrit avec toute l'attention, dont on est capable, on le trouve rempli de faits faux ou hasardés, de conseils pernicieux, de plans absurdes ; le moins qu'on peut faire, je crois, pour exprimer le sentiment que cette lecture doit produire, est d'ajouter au premier le second vers de ce même passage *parturient montes Es.* ", .

En publiant les remarques que j'ai faites sur les opinions du mémoire, dont il s'agit, je suis bien loin de vouloir établir un système à moi simple particulier, respectant les opinions générales de ma Patrie, clairement énoncées dans les décrets de la Diète, je puis bien me permettre de relever les fautes dangereuses d'un écrit anonyme; mais je n'oserai jamais élever ma voix pour donner des conseils impérieux à une Nation assemblée exprès pour examiner ses intérêts & pourvoir à son bien être. Il y a aujourd'hui dans le corps législatif de la République une masse de lumières qui n'ont point échappé à l'observateur éclairé, & il faut se sentir les forces d'un esprit supérieur ou être aveuglé d'une manière étrange par l'amour propre, pour vouloir du fond de son cabinet, dicter des loix à l'univers.

" L'auteur commence par établir : *que deux faits*
„ ont sur nagé au milieu des intérêts & des opinions qui ont
„ agité la Pologne orageuse depuis le commencement de cette
„ Diète : l'aversion pour la Russie & la méfiance de la
„ Prusse : que la Nation, froissée entre ces deux sentiments,
„ eut recours il y a 18 mois à l'Angleterre ; ne voyant de
„ salut qu'en une connection commerciale & politique avec
„ cette dernière puissance. „

On ne sauroit concevoir comment l'auteur a pu considérer les faits qu'il cite comme une espèce de résultat des mouvemens qui ont agité la Pologne depuis le commencement de la Diète, & comme des faits identiques avec les intérêts qui fixent, depuis deux ans notre attention. Les sentimens qu'une Nation peut

avoir pour ses voisins sont, ce me semble, très indépendans des efforts qu'elle fait pour réformer de vieux abus, se donner des loix, & établir une administration raisonnable ; c'est de quoi s'est occupée & s'occupe principalement la Diète actuelle.

La Pologne ne devrait pas être un Etat faible, mais elle l'est par la nature de son gouvernement & par la supériorité énorme des Puissances qui l'avoisinent. Elle a donc envers ces Puissances cette méfiance naturelle que le faible a envers le fort qui est à portée de lui nuire ; mais, cette méfiance n'est, ni une découverte de l'auteur, ni un sentiment récent. Elle date de l'époque, où les changemens arrivés successivement dans la position des Puissances Européennes ont mis la Prusse, l'Autriche & la Russie dans les rapports, dans lesquels elles sont aujourd'hui avec la Pologne. Cette méfiance durera toujours jusqu'à ce que la Pologne se choisisse pour amie & alliée solide, celle de ces trois Puissances qui a le moins d'intérêts compliqués à ménager, que sa position & la nature des choses mettent le plus à notre convenance, qui a le plus d'intérêt à notre conservation & le moins de besoin de s'agrandir à nos dépens ; mais, si la Pologne n'était qu'une seule Puissance sur la terre, elle n'en devrait pas moins s'occuper des objets relatifs à son intérieur : il est de l'évidence la plus frappante, que ces objets seront toujours très différens des objets relatifs à la politique étrangère.

Il serait également difficile de comprendre pourquoi l'auteur appelle la Pologne *orageuse* depuis le commen-

cement de cette Diète. Toute la Pologne est en état de démentir cette assertion. L'Europe est encore dans l'étonnement d'avoir vu une révolution s'opérer avec autant de tranquillité & d'ordre dans un pays où jadis la moindre différence dans les opinions entraînait la discorde & les troubles. A moins que l'auteur n'appelle des orages les débats qui se sont élevés quelquefois dans le sein de l'Assemblée Nationale, & que l'opinion générale a toujours étouffés, il sera forcé d'avouer, que la Pologne a donné dans cette occasion un exemple à suivre aux Nations les plus éclairées. Les Polonais peuvent sans doute, s'être trompés; mais au moins ils n'ont pas scellé leurs erreurs par le sang & par les carnages.

L'auteur dit clairement : *que c'est autant par haine contre la Russie que par méfiance envers la Prusse, que la Pologne a eu recours il y a 18 mois à l'Angleterre.* On n'oserait pas contredire à cette assertion que l'auteur fait avec l'assurance d'un initié, si l'époque à laquelle il établit le fait n'en dévoilait la fausseté. Tout le monde sait quel était il y a 18 mois, l'enthousiasme des Polonais pour la Cour de Prusse. La Nation séduite par les promesses magnifiques du Cabinet de Berlin, par des déclarations artificieuses, auxquelles les circonstances ajoutaient un nouveau poid, s'était pour ainsi dire, jetée dans les bras de cette Puissance : Elle la considérait comme sa divinité tutélaire : sa confiance en elle était sans bornes. On ne fut jamais plus loin de la défiance; sans doute nous avons eu le tems de revenir

d'une erreur qui a failli nous perdre. Les événemens postérieurs nous ont bien détrompés sur le genre d'intérêt que la Cour de Berlin prenait à nos affaires: mais dans le tems que remplis d'une illusion qui allait jusqu'au fanatisme, nous nous livrions sans réserve à ses conseils & à sa direction, nous n'avons certainement pas flétri notre bonne foi par une démarche déshonorante, & quiconque ose assurer le contraire, nous calomnie; il serait d'ailleurs absurde de supposer, que les Polonais, dans un moment où ils paraissaient avoir le plus besoin de la Prusse, eussent choisi, pour confidente de leur défiance envers elle, son alliée intime. C'est que voyant l'Angleterre liée étroitement avec la Prusse & embrassant le même système, asservir la Hollande, exciter cette guerre inutile & sanglante qui désole depuis 4 ans la moitié de notre hémisphère, entraîner la Suède à une rupture fatale, soulever les Pays bas & les vouer à la désolation; les Polonais ont cru, tout naturellement devoir associer cette Cour à leurs liaisons avec la Prusse, l'alliance avec l'Angleterre ne pouvant leur paraître, d'ailleurs, qu'également respectable & désintéressée. Ils étoient bien loin d'imaginer que cette Puissance, pour première marque de son amitié, leur conseillerait des sacrifices.

On peut passer aisément à l'auteur les traits pompeux sous lesquels il représente l'Angleterre & le rôle qu'il lui assigne parmi les Puissances; mais, lors qu'appuyant sur un système général à lui connu & animé d'un esprit prophétique, il nous assure que le Cabinet

de Londres doit de sa main toute puissante pacifier le monde entier qu'il a mis en combustion : on pourrait lui répondre modestement qu'il est très probable que l'événement ne justifiera pas ses conjectures. Lors qu'on ne voit pas plus clair que notre auteur, il est prudent de se réserver à prophétiser après coup. C'est le seul moyen de deviner & d'éviter le ridicule dont l'anonyme même ne sauve pas quelquefois.

L'auteur dit : que la convention de Reichenbach dans laquelle nos intérêts furent oubliés, amena le refroidissement de la Pologne envers l'Angleterre : Il est évident qu'il profite ici du rapprochement de l'époque de la convention de Reichenbach avec celle de la demande de Thorn & Dantzig appuyée par la Cour de Londres, pour donner de la vraisemblance à une assertion ridicule & pour nous en imposer sur la cause vraie & naturelle de ce refroidissement.

L'auteur trouve que la Pologne est encore trop colossale. Trop colossale ? s'il avait demandé au moins qu'on le lut sans *attention* ; il se ferait peut-être épargné les reproches cruels que cette expression indécente doit lui attirer : heureusement que c'est un anonyme qui parle, si c'était là le mot d'un Ministre, on pourrait en prendre acte & le dénoncer au genre humain, comme tenant à un nouveau projet de démembrement. . . . O mes concitoyens ! quand cesserez vous d'écouter la voix perfide de ceux qui ne cherchent en vous qu'un instrument aveugle à leur ambition & une victime de leurs vues intéressées ?

Je passe

Je passe légèrement sur ces points pour venir à l'examen du plan qui est l'objet principal du mémoire :

„ L'Angleterre, la Hollande, la Prusse & la Pologne
 „ doivent contracter entr'elles des liaisons politiques
 „ & commerciales Pour que les deux premières puissent
 „ sent profiter du commerce de la Pologne, il faut que
 „ le Roi de Prusse diminue le transit : afin d'engager
 „ ce dernier à ce sacrifice, il faut lui céder Dantzic :
 „ & en revanche, l'Angleterre doit garantir les engagements
 „ de la Prusse envers la Pologne, & bientôt
 „ après, indentifiant ses intérêts avec ceux de cette
 „ dernière Puissance, elle pourra garantir encore sa
 „ liberté politique. „ C'est le précis du plan de l'auteur. Pour en démontrer l'absurdité, je le suivrai pas à pas dans la synthèse qu'il en fait lui-même dans une note confidentielle d'un Ministre étranger, qu'il adopte.

L'aliénation de l'Angleterre, de la Russie, si juste & si bien fondée...

Dans un pays dans lequel, en vertu de la constitution, le Cabinet du Monarque n'est pas le conseil suprême de la Nation : dans un pays où les réclamations & la désapprobation du peuple ont souvent forcé le Souverain à chasser des Ministres qui abusaient de sa religion, il est très permis de considérer les sentimens de la Nation comme pouvant être très indépendans & même diamétralement contraires à ceux de la Cour : La Cour de Russie, remplie de sa dignité & fière de sa loyauté encore plus que de l'avantage naturel qu'elle

a sur l'Angleterre qui ne peut se passer de son commerce, a voulu faire sentir au Cabinet de Londres, qu'un ton d'orgueil & d'aigreur, insultant pour tout le monde, n'est qu'un excès d'extravagance vis-à-vis de celui qui est pour le moins notre égal, & une folie énorme & impardonnable vis-à-vis de celui dont nous avons besoin. — Le traité de commerce ne fut pas renouvelé : mais la Nation Angloise, quitte pour payer, à cause des caprices de son Cabinet, une douane plus forte que du tems du traité, n'en a pas moins continué son commerce avec la Russie. Tous ceux qui suivent les opérations des ports de la Baltique, savent que ce commerce, loin de diminuer depuis cette époque, soit pour l'actif, soit pour le passif, n'a fait qu'augmenter annuellement. La Nation Anglaise continue à jouir en Russie de la même considération & de la même confiance que sa probité & ses anciennes liaisons dans le pays lui ont méritées à juste titre. Loin que les Anglais nourrissent de l'aversion contre la Russie, il y en a dans la marine, dans les armées, dans tous les services de l'Impératrice. On a vu, dans la dernière guerre avec la Suède, des Officiers d'un mérite connu dans la marine Anglaise, donner sur les flottes Russes des preuves de zèle & de courage qui pouvaient servir d'exemple aux patriotes les plus passionnés. Il y en a eu qui ont poussé leur dévouement jusqu'à l'héroïsme le plus sublime & se sont associés à l'immortalité de Catherine, en arrosant de leur sang ses lauriers. Or, comme ce n'est certainement pas à l'insinuation de

leur Cabinet qu'ils sont entrés au service Russe, il faut supposer que la Nation Anglaise n'ait pas pour la Russie les sentimens qu'on lui attribue.

„ A fait chercher des moyens pour se soustraire
„ à une sorte de dépendance où elle a été tenue depuis
„ long-tems par le monopole de cette Puissance.

Il est impossible de se persuader que l'homme respectable à qui l'auteur de la brochure attribue la note en question, se soit servi dans cet endroit, du mot de *monopole*: ou celui qui a traduit sa pièce en français s'est trompé, ou c'est la faute de l'éditeur; car, comment supposer que quiconque a les premiers élémens des choses, puisse approprier le terme odieux de *monopole* à l'échange simple, vaste & libre que deux Nations font de leurs produits. Cette expression doit révolter tout être sensé: & une grande Nation, qui enrichit l'Angleterre, depuis deux siècles, qui ouvre un débouché immense aux produits de son industrie, dont elle pourrait se passer, & donne en échange, des denrées de la première nécessité pour l'autre: une Nation qui s'est plu à considérer les Anglais comme ses amis, comme le peuple par excellence, ne saurait être que très sensible de se voir traitée de monopoliste dans une brochure..... Si une grande Nation pouvait descendre jusqu'à une brochure.

„ La Pologne offre tout ce que la Russie fournit. „

Il est plus aisé de le dire que de le prouver: On est ici bien loin d'avoir des notions justes de nos productions & de celles de la Russie, & on aurait, je crois,

toutes les peines du monde à nous faire voir dans la liste des denrées que nous, exportons, le fer, les cordages, plusieurs espèces de cuirs & de pelleteries particulières à la Russie, les huiles de lin & de chanvre, le savon, le suif, le cuivre, la colle de poisson, toute sorte de toiles, & sur-tout des toiles à voiles: articles de la première importance que, non seulement, nous n'envoyons pas à l'étranger, mais, dont nous faisons nous même pour la plupart, nos provisions en Russie; Mais, supposant même que la Pologne possède tous les genres de produits que la Russie donne à l'Angleterre, serait elle en état de fournir la quantité énorme de ces produits dont l'Angleterre a besoin annuellement & qu'elle exporte depuis si long-tems de la Russie? Il est connu qu'il sort annuellement des ports Russes trois milles vaisseaux chargés pour l'Angleterre; Il est également notoire qu'à l'exception d'une partie de nos bois que la tyrannie des douanes Prussiennes empêche de sortir du pays, tous les autres produits de la Pologne sont vendus, tant bien que mal, aux Nations qui fréquentent la Baltique.

Il faudrait donc que, par dessus ses produits actuels, la Pologne fut en état de fournir chaque année trois mille cargaisons à l'Angleterre; sans cela l'Angleterre ne pourrait, tout au plus, que l'associer pour une partie modique au commerce qu'elle fait avec la Russie, & ses liaisons avec cette dernière subsisteraient toujours malgré le nouveau traité. Or, chacun sent l'impossibilité où nous sommes de faire un pareil effort.

Si cette énorme augmentation de notre agriculture est possible, à moins que nous ne sémions des dents de Méduse pour doubler notre population, il est évident qu'elle ne saurait être que l'effet lent & incertain de l'attention suivie de plusieurs générations. Avant le partage, avant que la fiscalité Prussienne portât à notre commerce le coup mortel dont nous gémissons encore, notre agriculture fleurissait à l'ombre de la liberté de l'exportation. Le port de Dantzig était ouvert aux Anglais, mais leurs liaisons commerciales avec la Russie n'en existaient pas moins; On peut donc conclure qu'il est faux que l'Angleterre, en se liant avec nous, puisse se passer de la Russie.

„ La Prusse ne s'opposerait pas peut-être à ces
„ vues, si ce n'était pour le dérangement qu'elle ap-
„ préhende d'un système de finance vicieux & invétéré: „

La note développe ici les raisons qui empêchent la Prusse de changer un système des vices duquel on convient. D'après ce texte même, la Cour de Berlin doit être aussi ignorante sur ses véritables intérêts, que faible & inconséquente lors qu'elle peut opérer le bien, Il est étrange que, dans cette même note qui n'est donnée que pour les intérêts de la Prusse, on se fasse un devoir de nous peindre la façon de penser de cette Cour sous des traits si peu faits pour inspirer de la confiance. Il est à croire que la Cour de Berlin sera humiliée de voir ses torts divulgués par ses amis, comme il est à supposer que les Cabinets de Londres & de Varsovie & le Ministre dont l'auteur copie la note, qui ne sont

pas dans l'usage d'imprimer leurs dépêches, seront scandalisés de voir leurs vues & leurs démarches les plus secrètes publiées dans une brochure.

.... " Nous devons savoir gré à un Prince qui veut bien consentir à dépêcher une grande machine... pour en substituer une autre dont ni lui, ni sa nation n'a que fort peu de connaissance, & contre laquelle ils doivent avoir beaucoup de préjugés....

Je suis bien loin d'être d'un avis contraire à celui de la note sur les vices du système Prussien. Il y a peu d'institutions humaines qui aient fait autant de mal aux hommes, que les principes de la régie française établie en Prusse en ont fait à toutes les Nations intéressées au commerce de la Baltique & à la Prusse elle même: mais, prétendre que ces vices ne soient pas connus en Prusse, qu'on y ait au contraire des préjugés contre le remède que ce désordre demande depuis long-tems, c'est avancer un fait dont tout démontre la fausseté. Qu'on jette les yeux sur l'examen du compte rendu au Roi par Mr. de Launay, pièce imprimée en Prusse en 1787 avec l'approbation du gouvernement, je ne puis pas me défendre d'en transcrire ici quelques passages. Nous aurions cru que Mr. de Launay passerait sous silence le traité de la Pologne & ses opérations sur le transit, puisque l'un & l'autre ne valent rien. 1^{mo} Quant au tarif Polonais qui est si exorbitant, tout le monde sait que le commerce en a beaucoup souffert; & que les Polonais, depuis ce tems là, ne nous ont apporté que des marchandises avec lesquelles il leur était physiquement impossible d'éviter les

frontières Prussiennes: tout le reste est allé ailleurs: ce qui a obligé l'administration elle même à filer plus doux. Nonobstant cela, Mr. de Lannay, quoique très convaincu des vices du traité Polonais, ne laisse pas de l'étaler comme un chef-d'œuvre de son sublime savoir faire. 2do. Il est connu de tout le monde, que les droits du souverain sont toujours un objet très mince en comparaison des grands avantages répandus sur tout le pays où le transit fleurit. Helas! les Etats du Roi jouissaient autrefois, & avant l'arrivée de Mr. de Lannay, de tous ces avantages dont il a trouvé le moyen de les priver. Les sujets du Roi ont perdu, depuis ce tems là, des millions & il y en a qui par les manœuvres de la régie française sont réduits à la mendicité. Il est toujours d'une bonne politique d'imposer beaucoup le transit des marchandises quand il y a une impossibilité absolue de transporter ces marchandises par une route différente: mais, aussitôt que le négociant exact dans son calcul trouve son profit & le moyen de se frayer une autre route, il ne craint plus le détour & n'est pas assez stupide pour passer par un pays où, sans compter les frais énormes, il est encore mal traité & tracassé par mille vexations de la part des commis de l'arcise & des péages. Parlez Mr. de Lannay, & avouez, que votre fausse conduite, votre soif du lucre, votre passion d'introduire des droits sans nombre & de gagner pour votre auguste personne beaucoup de remises, vous ont fait faire la triste expérience du proverbe qui dit: qui trop embrasse, mal etreint; Les négocians étrangers se sont moqués de vous, ils ont tourné leurs pas ailleurs & ont abandonné les Etats Prussiens. Tout le pays crie vengeance contre vous.

Plus bas il est dit : nous nous jetterions dans la prolixité si nous voulions entrer dans le détail de tout ce que M. de Launay débite ici sur le commerce Polonais. Il suffit de dire que tous les beaux raisonnemens & tous les mémoires qu'il allègue, sont réfutés par des argumens réels & sans réplique : savoir 1^{mo} Par la diminution visible du commerce Polonais. 2^{do}. Par la ruine totale du transit de ce côté là, par les plaintes amères & fondées des négocians d'Elbing & de Kænigsberg qui ne cessent de crier contre ces opérations ruineuses & diamétralement opposées à la bonne politique & au vrai système du commerce ; d'après cela, nous remarquons ici 1^{mo} que l'affertion de Mr. de Launay = quand on agit contre l'étranger, on agit pour la Nation = qu'il veut faire passer pour un axiome en l'appliquant contre les Polonais, n'est pas toujours vraie, mais qu'elle est sujette à de grandes exceptions comme dans le cas présent dont nous avons la triste expérience en mains. 2^{do} Que l'opération du 2. p. 100 de droit mis sur le commerce avec la Pologne, dont il fait parade ici, est une finesse cousue de fil blanc : c'est un jeu puéril de baisser les droits à 2. p. 100 & de hausser la taxe des marchandises à 100 p. 100.

C'est une Commission établie par la Cour de Prusse qui a fait ces aveux. Il n'en faut pas davantage, je crois, pour prouver que la Nation & le gouvernement sont depuis long-tems convaincus en Prusse des vices de leur fiscalité. La Pologne appauvrie & forcée à abandonner une partie de ses ressources, la Prusse privée d'un transit qui l'enrichissait, & l'infortunée Dantzig ruinée, réclament, depuis long-tems contre ce malheu-

reux système enfanté par l'ignorance de tous les principes & par un intérêt sordide & ruineux. Le gouvernement Prussien avoue à la face de l'univers ses torts & ne les répare pas. O mes concitoyens, voilà celui que vous avez choisi pour ami; pour protecteur, en qui vous avez voulu mettre toute votre confiance! je ne cherche pas à vous surprendre par des raisonnemens captieux, je pose sous vos yeux des faits dont il est impossible d'attaquer l'authenticité.

... " Il faut donc procéder avec beaucoup de douceur & de précaution si l'on veut persuader au Roi de Prusse d'adopter un autre ordre de choses dans son régime fiscal, & cela même, malgré qu'on pourrait lui prouver qu'il y trouverait son compte.

Si les égards que le Cabinet de Prusse doit avoir pour les intérêts majeurs ne suffisent pas pour l'obliger à changer un système dont il reconnaît hautement les défauts, pouvons nous espérer qu'on fasse ce sacrifice aux intérêts de la Pologne? Mais, dira-t-on, la possession de Dantzigen serait un dédommagement. Eh! comment une ville sans territoire, sans revenus, sans industrie, peuplée, pour ainsi dire, uniquement de marchands & de porte-faix, une ville qui paye déjà à la Prusse un impôt exorbitant sur sa nourriture, sur sa boisson, sur tous les objets de sa consommation, pourrait-elle remplir le vuide sensible que la baisse du transit Polonais occasionnerait pendant quelques années dans le revenu de la Prusse?

" Mais Dantzig est rendue malheureuse & désespérée par la souveraineté de la République, dit plus haut l'auteur.

Qu'on ne le croie pas, c'est insulter à la raison & à l'humanité que de le dire. Dantzig, cette ville jadis si florissante & si heureuse, qui de dix millions de ducats qu'elle avait annuellement en circulation avant l'invasion Prussienne, est réduite à trois, Dantzig, dis je, est ruinée par le système cruel & inhumain de la fiscalité Prussienne. Ne pouvant pas nous approprier cette ville, s'est-on dit, il faut la perdre, & on y a réussi: mais Dantzig opprimée & tyrannisée surpasse encore Königsberg, Stettin & tous les autres ports protégés & favorisés par le gouvernement Prussien qui les possède. Dantzig, passant sous la domination Prussienne perdrait encore du peu qui lui reste. La base sur laquelle le négociant fonde sa confiance, est la sûreté, la liberté dont jouit son correspondant & la sagesse & l'immovibilité des loix qui le gouvernent. Les seuls contrebandiers risquent tout pour gagner quelque chose. Le spéculateur éclairé préfère un gain modique, mais sûr, à l'appas d'un lucre considérable qui le fait trembler à chaque instant pour son capital. Puisqu'un Launay a pu détruire le commerce Prussien & changer de fond en comble un système sur lequel les négocians étrangers, en liaisons avec les Prussiens, avaient calculé leurs opérations, le gouvernement d'aujourd'hui aura beau adopter d'autres principes, qui pourra garantir aux Nations qu'un autre Lau-

may ne paraisse encore & n'effectue un nouveau bouleversement? Ce furent sans doute, ces considérations puissantes qui engagerent l'Angleterre, à l'époque du partage, à s'intéresser à ce que Dantzig ne fut pas comprise dans la portion cédée à la Prusse. Il n'est pas vrai, comme dit l'auteur, que la Pologne doive à la médiation de l'Angleterre la conservation de cette ville. Ce point avoit déjà été réglé entre les Cours copartageantes, lorsque le Cabinet de Londres fit faire par son Ministre à Pétersbourg, la première démarche à ce sujet: & ce fait est de toute notoriété à Varsovie & ailleurs; mais il est très étonnant que ce même cabinet change aujourd'hui de politique, & sa conduite seroit incompréhensible, si l'univers ne savoit déjà combien souvent l'ambition des Cabinets se permet de sacrifier les intérêts des peuples à ses vues secrètes.

Ce n'est donc pas pour avoir un dédommagement du sacrifice qu'on veut faire en notre saveur, qu'on nous demande Dantzig: c'est uniquement pour l'avoir, si la Cour de Prusse voulait changer son système fiscal, il y a long-tems qu'elle l'aurait fait, qu'elle aurait du le faire. Il est absurde de nous dire qu'elle fera pour notre plaisir ce qu'elle n'a pas fait pour son propre avantage. Je dis plus: on prouve à l'évidence à cette Cour qu'il est de l'intérêt de ses finances que Dantzig reste libre: mais elle veut l'avoir parce que cette ville est à sa convenance politique, parce qu'elle réunit solidement ses possessions, parce qu'elle finit d'enfermer cette malheureuse Pologne, dont les pertes ont presque formé

la monarchie Prussienne. Le tems viendrait, peut-être, on l'on dirait aux Polonais, comme on dit aujourd'hui aux Dantzicois: votre liberté vous rend pauvres & malheureux, pliez sous le joug & les portes du bonheur s'ouvriront pour vous. Le gouvernement Prussien sent bien, que l'existence des douanes tyranniques de Fordom & de Fahr-Wasser est précaire, il prévoit que mille circonstances politiques, que l'œil clair-voyant de l'observateur éclairé ne voit pas même bien éloignées, peuvent affranchir la Pologne de ces gênes humiliantes; Il voudrait consolider, par la possession de Dantzig, son usurpation; On vous promet tout à présent, O Polonais!... vous savez ce que cette même Cour nous promet dans le traité de 1775: vous savez comme elle a en tout tems, tenu ses promesses.... Qui pourrait l'obliger cette fois-ci à observer les engagements d'un contrat si inégal? Dantzig, qu'on demande d'avance à la République en échange des facilités qu'on promet à son commerce, passant une fois entre les mains de la Prusse, la Pologne sera-t-elle en état de la reprendre en cas que la Prusse manque à sa parole?

Mais dit l'auteur: " Comme la Cour de Berlin „ dérivera du nouveau système une grande partie de „ son revenu; Elle ne pourra plus songer à se retrar- „ cer. „ J'en appelle encore une fois ici au passage précieux de l'examen du compte de Launay que j'ai cité plus haut. La Prusse était, avant le système français, sur le pied même qu'on lui demande d'établir à présent. Aveuglée par l'avidité de ses financiers, elle

n'a méconnu l'utilité & elle s'est laissée entraîner à des erreurs dont les suites lui seront toujours funestes. Les mêmes causes ne pourront elles produire une autre fois les mêmes effets ? Un Ministre ignorant ou perfide, qui persuadera à son maître de doubler les douanes & le transit, pourra toujours justifier son conseil par la recette des premières deux ou trois années parce que, détourner un grand commerce d'une route long-tems battue, n'est pas l'ouvrage d'un instant : mais le mal n'en fera pas moins fait & les faux succès, dont l'agent du pouvoir osera s'applaudir, serviront à rendre la plaie de l'Etat encore plus profonde. Si les hommes & les peuples apprenaient sur l'expérience des générations passées, il y a long-tems que la terre ne serait habitée que par des sages.

" Mais l'Angleterre garantira &c. „ est il dit dans la note. Rien n'est si brillant ni si nouveau que l'idée d'une pareille garantie. Pour qu'elle ait son effet, il faudra que la Prusse consente à avoir un Commissaire Inspecteur Anglais dans toutes les douanes, car personne n'ignore, par combien de cavillations & de petits moyens le financier adroit sait vexer le commerce sans augmenter le taux légal & apparent de l'impôt. La Prusse souffrira tranquillement dans le sein de ses Etats des étrangers qui veilleront à l'observance exacte de ses engagements... à la moindre infraction des articles convenus, on verra le Commissaire Anglais, armé de l'orgueil imposant de la justice & du ton qui convient au représentant sévère d'une *Puissance dominante*, inti-

mer au Monarque infracteur le *hic flans delibera*. On tremblera à sa voix imposante, les griefs seront redressés, la justice reprendra son cours, & la Prusse, soumise aux leçons de ses maîtres, en respectant la foi des traités, donnera un exemple de docilité inconnu à l'univers. Et on vous estime assez peu, O Polonais! pour vous bercer de pareilles chimères?....

.... " Mais il n'y a rien de plus sacré pour l'Angleterre que de pareils engagements, aussi n'y a-t-il rien de plus précieux pour elle que son commerce. Il n'en faut pas d'autres preuves que les trois millions de liv: sterlings qu'elle vient de dépenser, pour soutenir un intérêt de cette nature dans la mer du Sud.....

En Angleterre, un Ministre ambitieux qui veut détourner les yeux du peuple de l'examen de ses opérations, se mettre à même de pouvoir armer pour ses vues secrètes, ou se ménager une ressource pour avoir des moyens, trouve toujours un expédient dont le succès n'est pas douteux, en prétextant des griefs contre l'Espagne ou la France, & en déclarant à la Nation la probabilité ou la nécessité d'une guerre contre ces Puissances. Le sentiment profond d'aversion que les Anglais sucent avec le lait contre ces deux Nations considérées toujours comme leurs rivales & ennemies naturelles, en réunissant tous les esprits, sert admirablement le Ministre, non pas pour vaincre l'opposition qui n'est jamais assez forte pour résister aux volontés de la Cour, mais pour étouffer la voix

du sage qui oserait porter le flambeau de la raison & de l'humanité dans le labyrinthe tortueux de l'intrigue. La collision entre les intérêts de l'Angleterre & ceux de la France & de l'Espagne, pour petite qu'elle puisse être au commencement d'un différend, devient bientôt majeure par les grands objets toujours subsistans qui forment la base de leur rivalité. Ainsi, si le prétexte d'une guerre entr'elles est léger, le but peut toujours en être grand.

Quelle différence avec la Prusse? j'ai prouvé plus haut que l'objet du commerce Polonais par la Prusse, ne saurait de long-tems devenir majeur pour l'Angleterre. Elle n'a d'ailleurs ni rivalité, ni intérêts en contradiction avec la Prusse, qu'elle peut considérer, au contraire, dans l'ordre actuel des choses, comme son alliée naturelle dans le continent. Le prétexte d'une augmentation d'impôts, qu'un Souverain peut toujours justifier par mille raisons d'Etat, dont il serait inouï qu'une Nation étrangère prétendit de lui demander compte, ne pourrait que paraître absurde: Il serait ridicule & extravagant, pour engager l'Angleterre à entreprendre une guerre du genre de celle qu'elle devrait soutenir contre la Prusse. On évite depuis un siècle, quantité de guerres en Europe, par un calcul de forces réciproques. C'est par un pareil calcul que l'Angleterre & l'Espagne se sont déterminées à convenir dernièrement à l'amiable sur les différends de Nootka. Mais, quel calcul peut il y avoir entre l'Angleterre & la Prusse qui n'est pas une Puissance maritime? une guerre dans

le continent a été de tout tems considérée comme impolitique & ruineuse pour l'Angleterre, lors même qu'elle la faisait avec des alliés puissans. En rompant avec son allié intime, elle devrait la soutenir toute seule; & l'Electorat d'Hannovre ne serait qu'une proie aisée & utile, à la supériorité énorme des forces Prussiennes.

Ce n'est pas tout d'avoir des forces considérables pour se faire respecter. Il faut être à portée de les faire agir contre celui qu'on se choisit pour ennemi. L'Empereur de la Chine a beau avoir 100 millions de sujets, & des armées, & des revenus proportionnés, s'il s'avisait de parler en maître aux Autrichiens, aux Polonais, au Roi de Sardaigne, malgré toute sa gravité Chinoise, on aurait raison de rire de son extravagance.

Il y a long-tems qu'on s'empresse de nous faire croire par des notes confidentielles, par des lettres amicales (nouveau genre de séduction politique, inventé & pratiqué avec succès par le Cabinet d'une Nation libre) que l'Angleterre va faire la guerre à la Russie, si celle-ci ne consent à faire, d'après les volontés de la première, sa paix avec les Turcs. Il ne sera peut-être pas hors de propos de jeter ici un coup d'œil sur cette idée qui n'est pas tout à fait étrangère aux objets que j'examine. Je suppose que la Suède & le Danemarck sur-tout, qui a, sans contredit, entre ses mains les clefs de la Baltique, oubliant leurs intérêts permanens, s'assujettissent à laisser entrer ces hôtes dangereux dans une mer qui de tout tems a été leur partage, ainsi que

que de la 'Russie, & qu'elles consentent à donner cet exemple funeste. Je suppose que le Cabinet de Londres, négligeant les intérêts du commerce immense que la Nation fait avec la Russie, se permette de plonger dans la misère & dans la désolation une infinité de familles dont les liaisons, compliquées depuis des siècles, demanderaient des années pour être liquidées. Je suppose enfin que la Russie qui a pourtant 50 bons vaisseaux de ligne très en état de se battre & de vaincre, comme on l'a vu dernièrement, ne veuille pas se mesurer avec ses maîtres en l'art de mer, & qu'elle renferme ses flottes dans ses bassins... Que feront les vaisseaux Anglais dans la Baltique pour obliger l'Impératrice à recevoir la loi de leur Cabinet? les ports de Riga, de Revel & de Cronstadt sont, sans doute, assez bien gardés pour ne pas craindre leurs attaques. S'ils parvenaient à y jeter quelques bombes, elles pourraient, très aisément tomber sur un magasin ou sur un comptoir Anglais; mais personne au monde ne s'imaginera que leur effet puisse influencer sur le système de la Cour de Pétersbourg. Les vaisseaux Anglais se promèneront donc en long & en large sur la Baltique: si un bon vent d'Ouest ou de sud-Ouest les pousse vers les côtes Russes, ceux qui échapperont à la tempête, pourront au retour, apprendre à leurs compatriotes les succès éclatans des entreprises du sublime Cabinet qu'ils gouvernent. Les Anglais s'imaginent - ils qu'on ne sache raisonner, qu'on ne sache calculer que chez eux?

Jugez d'après cet apperçu, O Polonais, du cas que vous pouvez faire de la garantie Anglaise pour les différens objets pour lesquels on vous la promet. Le ton dont on vous l'offre dans la note confidentielle, ne peut que justifier mes réflexions; On vous dit: „ que vous devez vous en contenter; „ mais, comme vous n'en avez nullement besoin & que sa validité est plus que douteuse, vous pouvez remercier un cabinet orgueilleux qui vous demande un sacrifice cruel pour prix d'une protection inutile.

L'auteur par un dialogisme qui serait ridicule s'il n'était pas méchant, prétend, dans une note page 6. nous faire sentir que la Diète n'avait pas le droit de déclarer les domaines de la Couronne inaliénables, car nous n'en sommes pas à savoir que le Souverain, dans tous les pays du monde, peut révoquer les loix qu'il a faites. Sans m'étendre sur ce que cette proposition a d'offensant pour le corps législatif de la République; J'en ferai une autre qui étonnera sans doute notre auteur, auquel les principes du droit public ne paraissent guères familiers. Une Nation a le droit de céder une conquête: elle peut céder une possession, qui par une acquisition quelconque lui appartient; mais qui, par la nature de sa constitution n'a pas été admise à faire une partie de l'ensemble de la chose publique: mais aucune Nation, dans aucun cas possible (celui de la force excepté) n'a & ne peut avoir le droit, de céder une partie intégrante de l'Etat sans le consentement de ceux qu'elle veut séparer de son corps, parce que l'union des

différentes Provinces d'un Etat suppose un contrat tacite, s'il n'est pas exprimé entre chacun d'elles & l'ensemble de l'Etat, qui ne saurait être rompu que par l'injustice la plus criante, sans l'acquiescement mutuel des deux côtés: & de même qu'une Province qui se sépare, de son chef, de la République, est traitée de rebelle envers l'Etat, la République qui abandonne une Province, doit être considérée comme rebelle envers son co-Etat. Le genre de cet écrit ne me permet pas de développer davantage cette idée: Un exemple suffira pour lui donner plus de jour. Personne ne contestera aux Etats-unis le droit de disposer à leur gré des pays de l'Etat: mais, si six de ces sept provinces qui composent la République, s'avisaient de vouloir céder la Gueldre, qui oserait appeller cette transaction juste & légitime? Les bases de toutes les sociétés sont les mêmes: elles ne diffèrent que par les formes, & cet exemple peut être appliqué à tout autre Etat.

Dantzic est une ville libre qui reconnaît depuis des siècles la suzeraineté de la République, qui a été toujours fidèle à ses engagements envers la Pologne; La République serait donc injuste, si elle lui retirait sa protection!

Dantzic, par la bonne foi de ses habitans, par son crédit, par son industrie, a fait fleurir pendant des siècles l'agriculture & le commerce de la Pologne: La République serait donc coupable d'une ingratitude noire envers sa fidèle Vassale, si elle l'abandonnait au joug qui la menace.

Dantzic est le seul débouché qui reste à la Pologne sur la Baltique: mille combinaisons politiques assées à prévoir peuvent l'affranchir des entraves cruelles qui la gênent à présent; mais, si nous la cédon il ne nous reste aucun espoir de la reprendre. La République commettrait donc une faute impardonnable en politique, si elle contribuait à consolider les chaînes dont on l'a environnée.

La République ne peut & ne doit pas prêter l'oreille à aucune proposition qui ait pour objet la cession de Dantzic. C'est la conclusion de mes raisonnemens.

La Diète actuelle n'a pas donnés à la Pologne une armée, un revenu, une administration, pour sceller ses opérations par une lâcheté qui la déshonorerait aux yeux de l'univers, qui la rendrait l'objet du mépris & des malédictions de la Patrie jusqu'à la postérité la plus reculée. Elle doit se défier de ceux qui lui conseillent une démarche également contraire à sa gloire & au bien-être de la Nation. C'est le résumé de mes remarques.

On pourrait ne rien répondre à l'auteur sur ce qu'il dit: " que l'Angleterre est si éclairée sur ses propres affaires; ,, si, de ce principe-il ne tirait ensuite une conséquence qui nous humilie. Mais une Nation qui dans l'espace de 15. ans a perdu l'Amérique, a vu l'Irlande se séparer presqu'entièrement d'elle, sa dette croître à une somme qui épouvante l'imagination la plus vaste, une Nation qui a laissé former

sous ses yeux l'établissement tyrannique des accises, à qui des esprits profonds prophétisent, si elle n'ouvre pas les yeux, une banqueroute inévitable, la perte du reste de ses possessions dans les deux Indes, & ce qui est encore plus irréparable, la perte même de cette ombre de liberté qu'elle conserve encore, paraît au contraire trop peu éclairée sur ses propres affaires pour se bien entendre à celles des autres. Lors qu'il ajoute, en s'adressant aux Polonais: „ que les Anglais, „ savent mieux ce qu'il nous faut que nous mêmes, il nous insulte de la manière la plus indécente, si ce mot était échappé à un Polonais, ce mauvais citoyen mériterait d'être exclu à jamais du sein de la Patrie qu'il ose outrager si indignement: mais, si c'était à un Anglais, on pourrait lui dire, vous dévoilez le mépris injuste que vous avez pour cette Nation trop bonne & trop généreuse & il est inconcevable que vous vous imaginiez de vous captiver la confiance d'un peuple en l'offensant sous ses yeux mêmes Non! ce ne pourrait être un Anglais!... Un Anglais n'offense personne & encore moins une Nation.

Je pourrais ici m'arrêter sur ce que l'auteur dit des intentions hostiles de la Russie à notre égard: mais, comme cet écrit est fait dans le but d'éclairer ma Nation sur des intérêts aussi graves que pressans, je ne veux pas donner un prétexte aux mal intentionnés de crier à l'impiété contre moi, en manifestant ici des opinions qui ne sont pas encore générales, je me permettrai uniquement de remarquer, que la Russie

trionphante de tout côté, la Russie que nous avons outragée de cent façons différentes, qui a 100,000 hommes à nos confins, qui à la paix prochaine aura selon toutes les apparences entre ses mains le destin de la moitié de la Pologne puisqu'elle gardera l'empire de la mer noire & des rivières par lesquelles notre commerce peut y trouver un débouché. La Russie, dis-je, nous laisse tranquille, achète les denrées de notre Ukraine sans leur faire payer aucun impôt, ne nous demande point de sacrifices, & ne nous insulte pas en intriguant contre nous, sous le voile de l'amitié, dans les Cours étrangères, & en contrecarrant nos démarches.

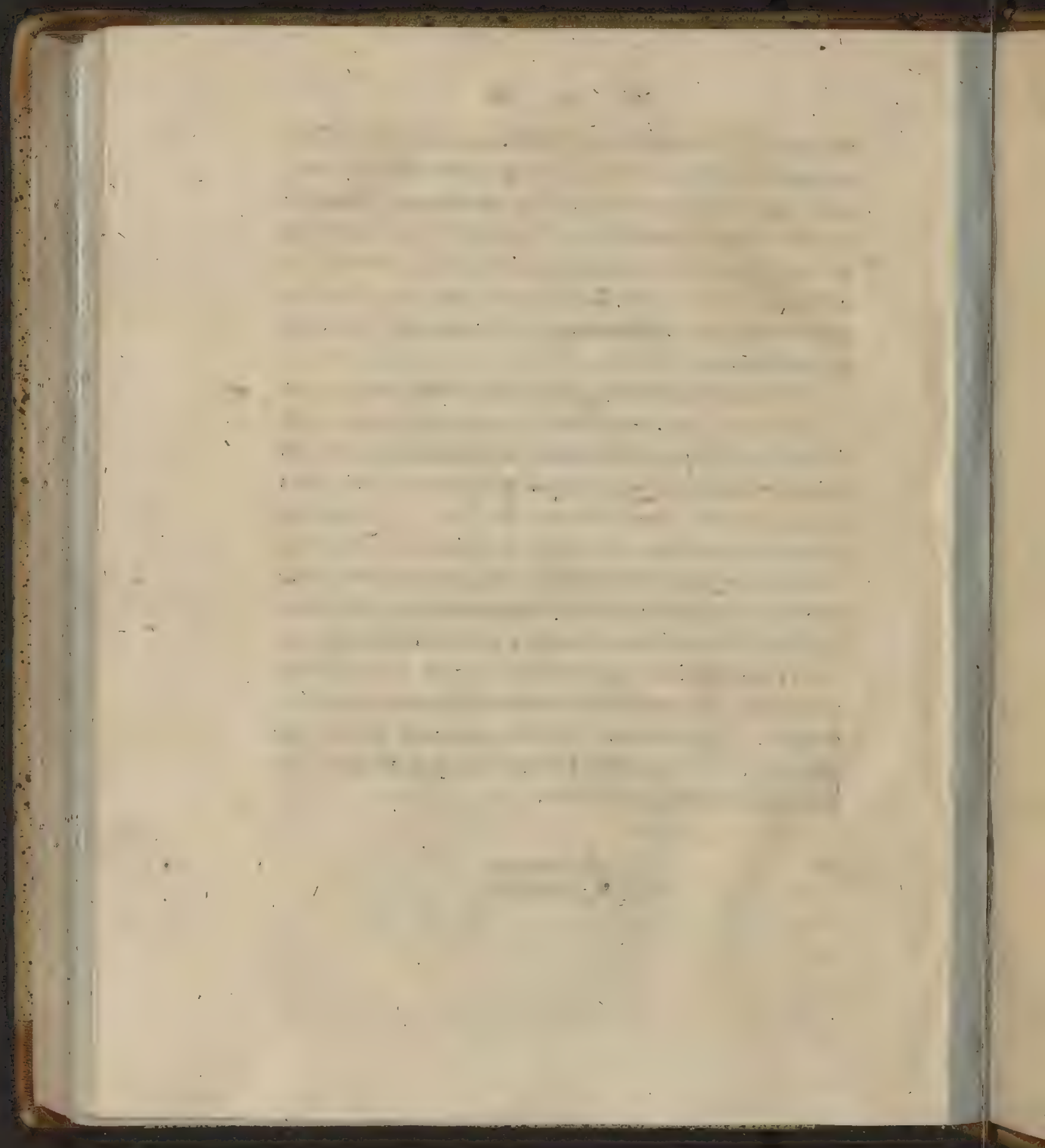
L'auteur enfin ouvre à nos yeux une brillante perspective. „ Une place parmi les Puissances indépendantes, le doux titre de Sœur (qu'aucune Cour ne nous a jamais refusé), „ & l'invitation d'accéder à „ la grande chaîne fédérative qui doit consolider & „ assurer la paix à notre hemisphere. „ Il serait plaisant que l'auteur eût pensé de faire honneur du projet de cette chaîne fédérative au Cabinet de Londres. On pourrait en vérité lui dire de belles choses là dessus, si après avoir raisonné dans cet écrit, on voulait se permettre de faire des épigrammes.

L'idée d'une paix perpétuelle qui seule suffirait pour rendre recommandable au genre humain la mémoire chérie du bon Roi & celle du vertueux Abbé de S. Pierre, cette idée auguste & sublime ne sera jamais, comme on l'a dit, qu'un rêve des âmes sensibles, à

moins qu'une des comètes qu'on nous annonce, en passant par notre système, ne dérachine par son influence propice quelque-une de ses passions funestes qui sont en dernière analyse les causes de toutes les guerres; les paix des Nations ne feront jamais que des treves, & l'ambition & l'avarice n'éveilleront que trop souvent, pour le malheur des humains, la discorde de ses légers assoupissemens.

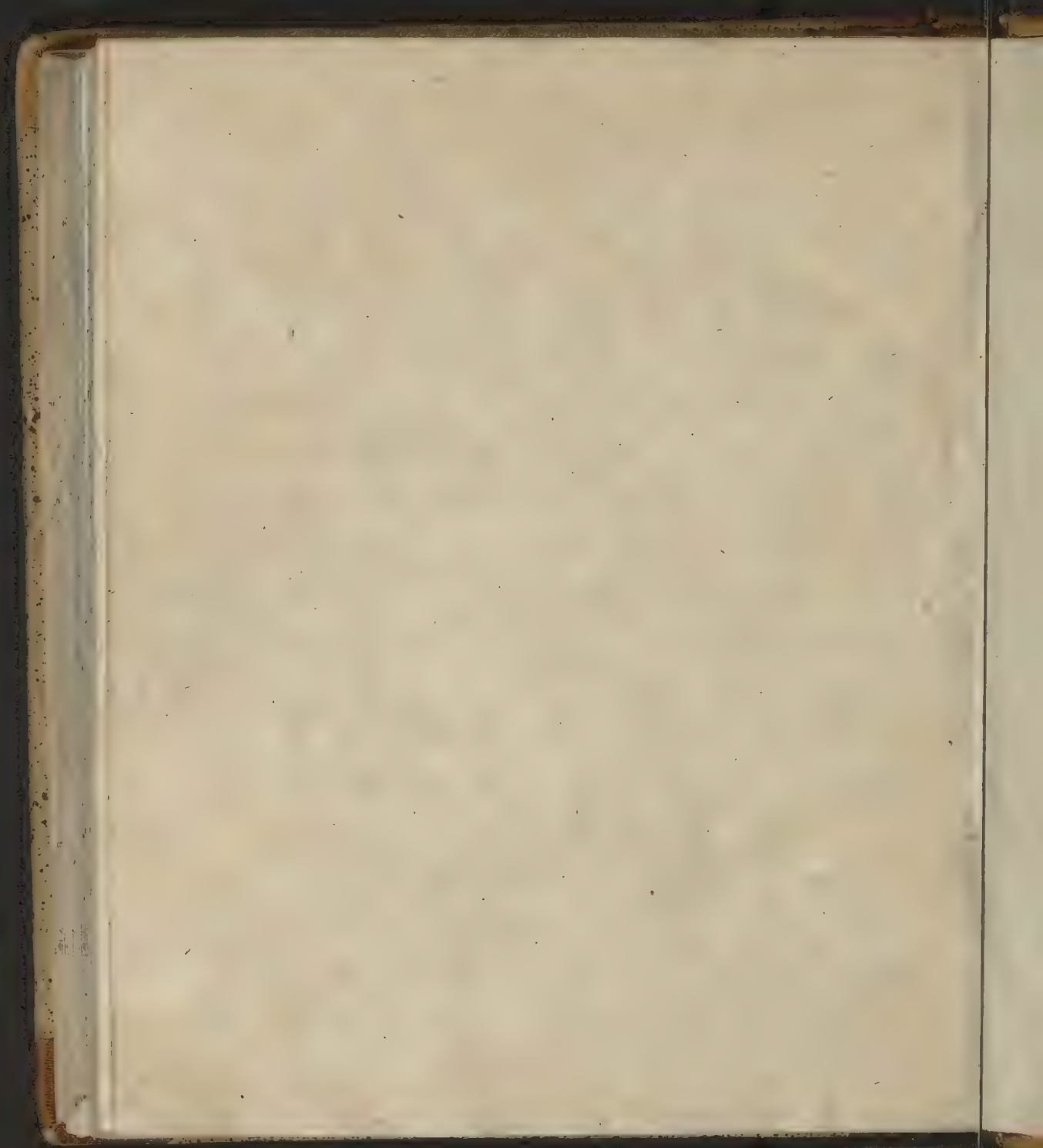
J'ai parlé peut-être quelquefois sans ménagement dans cet écrit, j'ai cru devoir à mon pays un tribut de mes idées; & quand on sent puissamment les vérités qu'on examine, on ne peut pas toujours prendre assez de garde aux termes dont on se sert. L'auteur du mémoire lui-même, qui était bien loin de sentir & d'écrire des grandes vérités, n'a pas, néanmoins, donné dans sa brochure un exemple de modération, & l'anonyme qu'il a gardé prudemment, a encouragé celui qui lui a répondu, à écrire avec liberté. Je cacherais aussi mon nom, qui certes n'ajouterait point de prix à mon ouvrage. L'auteur du mémoire pourra à son tour me répondre, me dire des injures tant qu'il voudra, car pour des raisons je l'en défie.

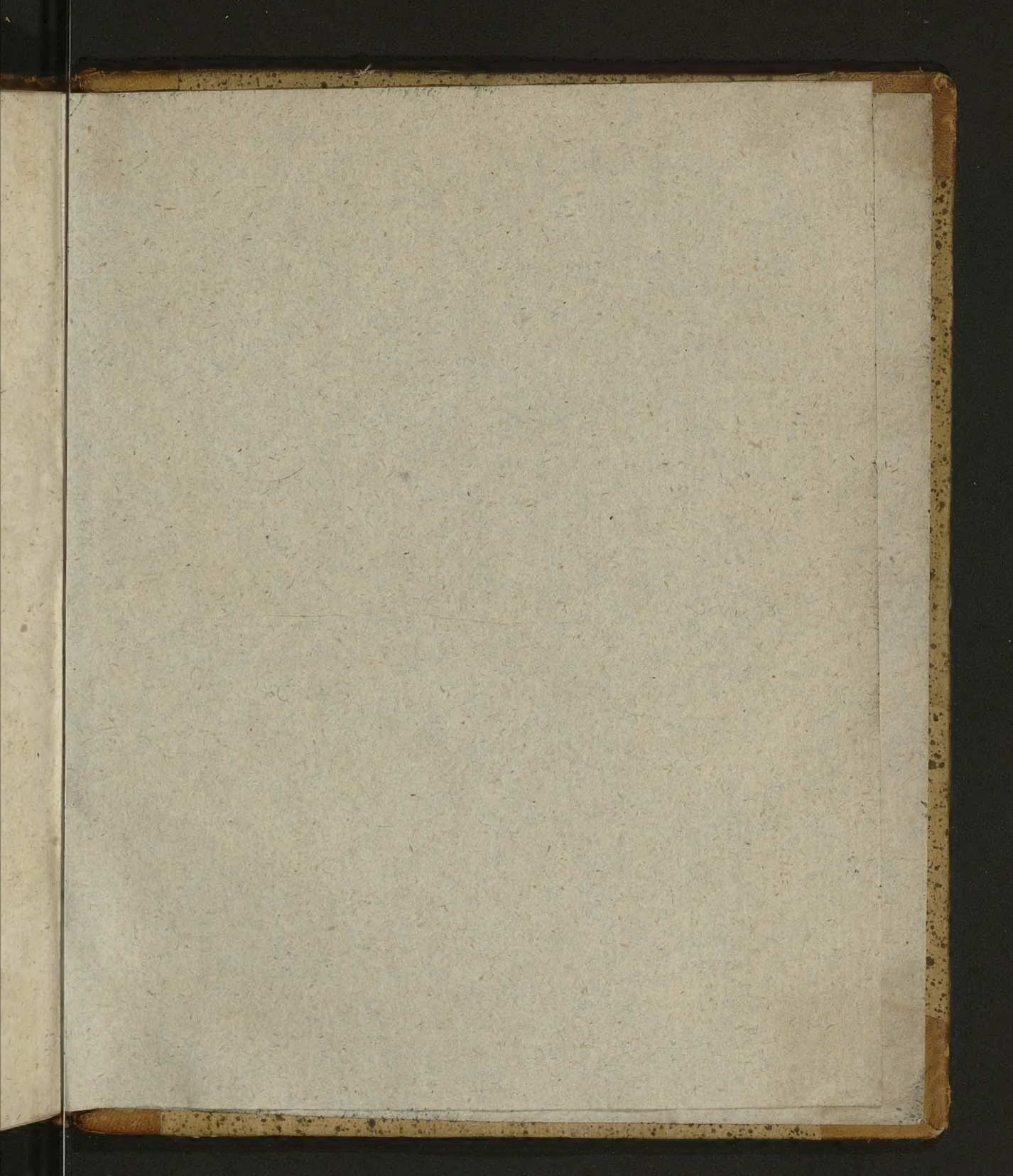


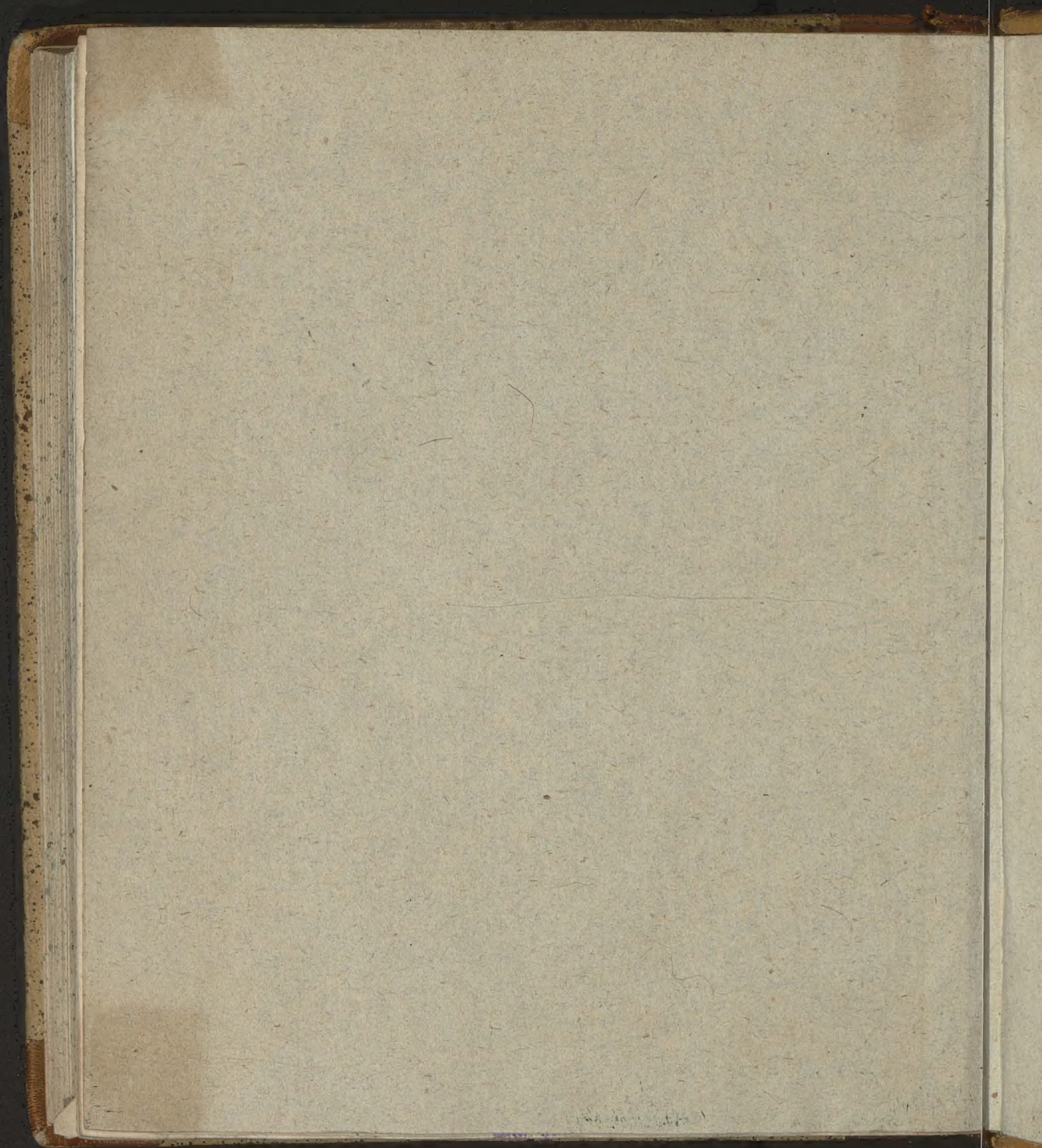


o-
fię
el-
o-
ac
m

o-
a-
y
o
o-
,







Biblioteka Jagiellońska



stdr0026857

